

lement pu lui dire : « Vous ne pouvez pas garder cette histoire pour vous seul, nous allons la porter à plusieurs. » C'est le sens de ces consultations : dire pour commencer à sortir de l'effroi, inscrire l'histoire dans le passé, situer le patient comme victime qui a survécu. Et nous, comme instruments de ce décentrage.

Peut-on renaître au monde après être « revenu de l'enfer » ?

Ils demandent souvent de « retirer les souvenirs », d'effacer leur mémoire. C'est bien sûr impossible. Mais le seul fait de commencer à parler est un énorme progrès psychique, par rapport à l'image brute. Ils redeviennent peu à peu acteurs de leur histoire, commencent à lui donner un sens malgré l'absurdité, à faire cesser la violence qui se perpétue dans le présent, tellement elle est devenue interne. Parfois, je suggère à certains patients – encore moins orthodoxe ! – de répondre aux bourreaux dans leurs rêves, nous élaborons ensemble les mots qu'ils peuvent employer. Avec le temps, certains reprennent le contrôle de leur parole et de leur vie. Pas tous – nous sommes inégaux devant la capacité à surmonter le trauma.

Les réfugiés sont au cœur du débat public, pourtant ils demeurent presque invisibles...

Tout l'enjeu pour eux est de retrouver une « place » dans le monde. Ce mot revient sans cesse. Ils avaient une place dans leur pays, et l'ont perdue. Face à eux, je suis thérapeute, mais aussi citoyenne : cette consultation comporte une indéniable dimension politique. Notre société juge souvent ces gens indésirables, les soupçonne d'être des menteurs et des profiteurs. C'est une violence de plus, extrêmement nuisante. Comme l'explique l'essayiste d'origine arménienne Janine Altounian, nier à une personne sa place politique, citoyenne, dans le monde, c'est une autre manière de la tuer.

Vous estimez que notre processus de prise en charge perpétue le trauma. Pourquoi ?

Les demandeurs d'asile doivent raconter une histoire qu'ils ne peuvent pas dire, parce qu'ils n'ont pas surmonté leur traumatisme, et quand ils sont confus, on ne les croit pas. J'ai reçu une jeune femme qui s'était enfuie du Pakistan après un viol collectif, organisé



« Face à eux, je suis thérapeute, mais aussi citoyenne. »

par son propre père pour la punir d'avoir refusé un mariage. Il lui était impossible d'en parler à des inconnus, elle s'était confiée à moi après des mois de mutisme, et m'interdisait même d'écrire « violence sexuelle » dans les certificats médicaux. L'Ofpra a refusé sa demande d'asile. A la CNDA (Cour nationale du droit d'asile, qui examine les recours), le médecin, l'avocate et moi avons exigé un huis clos et l'absence de tout homme à l'audience. J'ai travaillé avec elle sur la nécessité de dire, au moins, qu'elle ne pouvait pas raconter ce qui lui était arrivé. Au prix de tous ces efforts, elle a obtenu ses papiers. Mais la mission de l'Ofpra – décider après une unique rencontre – est impossible. L'entretien est une impasse pour certains demandeurs. Il faut le repenser, car chaque erreur individuelle est le naufrage de tout un système. A Calais, où je vais tous les trois mois environ, les migrants sont chassés, frappés, leurs affaires gazées et détruites... Des adolescents érythréens, par -15 degrés, refusent d'aller dans les centres parce qu'ils ont peur de la police. Ne pas écouter cette souffrance est non seulement une faute pour un Etat de droit, mais aussi une erreur dangereuse pour notre avenir. Le pacifisme général de ces gens est incroyable, au regard des violences qu'ils subissent dans notre pays. Mais en poursuivant dans cette voie, on prend des risques. Que faites-vous quand vous crevez de faim, de froid, qu'on

vous a chassé dix fois et détruit votre maigre abri ? Quand vous n'êtes autorisé à rien, vous risquez de vous sentir autorisé à tout, y compris au pire.

Quel impact aura sur ces questions la nouvelle loi Asile et immigration ?

Un impact terrible puisqu'elle réduit les délais de dépôt de la demande et du recours en cas de refus. Les demandeurs vont devoir raconter leur histoire de plus en plus tôt, et certains n'ont pas les moyens psychiques de le faire. L'attente est très dure, mais le temps est nécessaire pour restaurer leur capacité à s'approprier leur parole. Je ne suis pas spécialement militante, mais j'insiste sur l'urgence de repenser notre politique d'accueil. Des choses essentielles se jouent sans qu'on en voie la dimension historique et culturelle. Ces exilés, venus au prix de sacrifices inimaginables, ne partiront pas. L'immigration ne cessera pas. Sommes-nous incapables d'embrasser l'intérêt de la société multiculturelle qu'elle nous offre, sa richesse inédite pour notre pays ? Nous sommes face à des questions déjà vécues jadis dans nos propres guerres. Que veut-on entendre de la douleur ? Qui veut-on accueillir ? Et que verront nos enfants des choix que nous faisons, comme individus et comme nation ? La résilience et l'avenir commun se construisent aujourd'hui. *Propos recueillis par Juliette Bénabent Illustrations Laura Ancona pour Télérama*

MARIE-CAROLINE SAGLIO-YATZIMIRSKY

1969

Naissance à Paris.

1988

Entrée à Normale sup.

1992

Diplômée de HEC.

Depuis 1995

Enseignante d'anthropologie à l'Inalco.

2003-2007

Recherches sur l'exclusion sociale au Brésil et en Inde.

2010

Diplôme de psychologie clinicienne à Paris-V Descartes.

Depuis 2010

Consultation de psychotraumatologie de l'hôpital Avicenne (Bobigny).